

## L'IDA EN ACTION

### L'agriculture : un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté

L'agriculture est essentielle à la réalisation des objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté. Elle demeure le secteur productif le plus important dans la plupart des pays à faible revenu, souvent en termes de partage du PIB et presque toujours en termes du nombre d'individus qu'elle emploie. Dans les pays où elle assure une grosse part du niveau d'emploi global, une augmentation généralisée des revenus agricoles est indispensable pour stimuler la croissance de l'ensemble de l'économie, y compris des secteurs non agricoles qui vendent leurs produits aux populations rurales. Il ressort des études que, dans les pays africains pauvres, chaque dollar de croissance dérivant de la vente des produits agricoles ailleurs que sur le marché local se traduit, sur place, par un second dollar de croissance rurale résultant des dépenses supplémentaires en services, en produits manufacturés locaux, en matériaux de construction et en aliments préparés.

Le développement de l'agriculture s'est accéléré dernièrement sous l'effet d'un effort renouvelé de coopération stratégique au niveau de la communauté internationale. L'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui accorde des subventions et des prêts sans intérêts, a sensiblement favorisé cette évolution dans les pays les plus démunis, en Afrique notamment, grâce à l'alliance unique de ressources financières, d'expertise technique et d'appui à l'amélioration des politiques qu'elle propose. L'IDA a également développé une expertise considérable pour faire face aux enjeux qui surgissent dans le secteur, lesquels tiennent à la fois aux nouveaux débouchés, comme les marchés en développement de produits tropicaux à valeur élevée, et aux nouveaux dangers, comme la hausse subite des prix des produits alimentaires et la grippe aviaire.

En raison d'un certain nombre de facteurs, les réserves alimentaires mondiales par habitant ont atteint l'un de leurs niveaux historiques les plus bas jamais enregistrés en 2008, suite à une baisse constante depuis la fin des années 1990. Une flambée des prix des céréales a eu lieu au début de 2008, ce qui a entraîné de fortes hausses du prix des aliments de première nécessité sur les marchés de bon nombre de pays en développement. Le coût des ressources nécessaires à la production alimentaire, telles que le carburant et les engrais a triplé au cours des 18 mois qui ont suivi janvier 2007. Cette hausse de prix a poussé les intervenants à se pencher de nouveau sur l'agriculture et sur la recherche de solutions intégrées pour répondre aux questions de sécurité alimentaire et pour atténuer les effets néfastes de la hausse des prix des produits alimentaires. Pour faire face à cette crise, l'IDA a fourni des ressources additionnelles considérables aux pays dans le cadre de nouvelles opérations ou de la restructuration d'opérations existantes.

## CONTRIBUTION DE L'IDA

### Augmentation des prêts.

Ces neuf dernières années, les fonds alloués par l'IDA à l'agriculture ont fluctué entre 305 millions de dollars pour l'exercice 2000 et 1 094 milliard de dollars au cours de l'exercice 2008, chiffres qui dénotent à la fois une forte variabilité annuelle et une tendance marquée à la hausse des crédits à l'agriculture au cours de cette période. Si le montant des crédits a augmenté, la part de l'agriculture dans le total des crédits de l'IDA demeure stable, à 9 % environ. La majeure partie des sommes affectées au secteur a été allouée à l'Afrique (44 % entre les exercices 2004 et 2008, contre 38 % entre les exercices 1999 et 2003), l'Asie en étant le deuxième principal bénéficiaire.

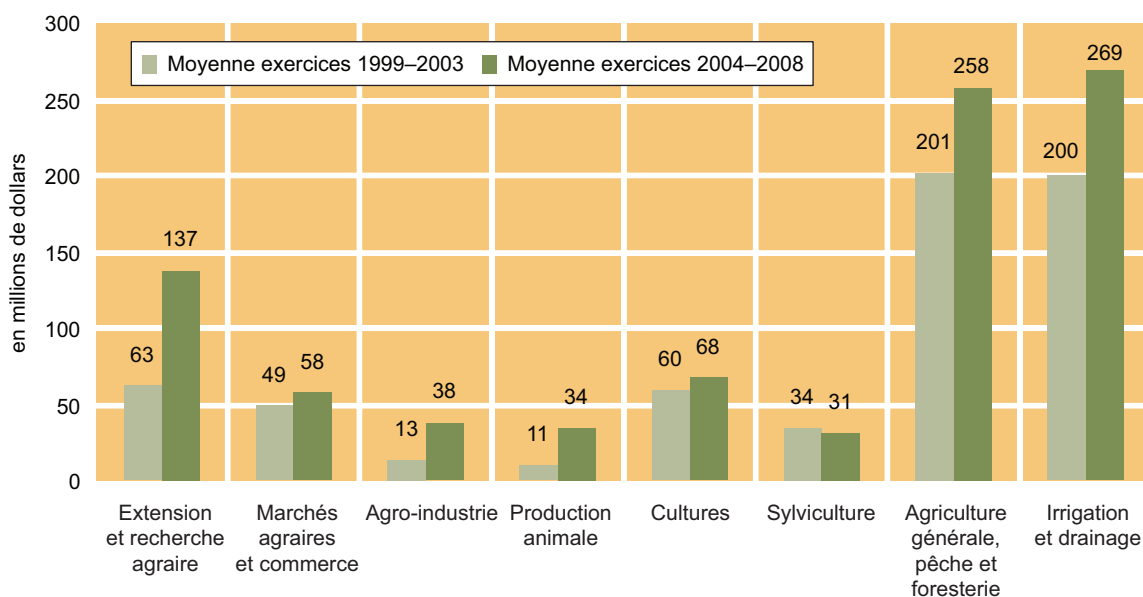
Depuis l'exercice de 1999, les projets d'irrigation et de drainage et l'agriculture générale représentent conjointement quelque 60 % des financements de l'IDA au secteur agricole (voir graphique). Les crédits sectoriels de la catégorie « agriculture générale » se composent pour l'essentiel de crédits à l'appui de la réduction de la pauvreté (PRSC) et d'autres crédits aux projets multisectoriels de développement.

### Intensifier la croissance agricole.

Les effets favorables de l'assistance de l'IDA à l'agriculture apparaissent clairement lorsque l'on compare la performance globale du secteur dans les pays aidés par l'IDA qui effectuent des emprunts agricoles et dans ceux qui n'en font pas. Il est évident que ces résultats sont aussi influencés par des actions et des événements qui sont indépendants de la volonté de la Banque mondiale. Il se peut qu'intervienne également ce que les économistes appellent le « biais de sélection » : les pays qui effectuent des emprunts pour l'agriculture sont généralement plus susceptibles de disposer de ressources agricoles de qualité et plus enclins à stimuler la croissance agricole – indépendamment des emprunts – que les autres.

En règle générale, les pays aidés par l'IDA qui ont emprunté pour l'agriculture ont enregistré une croissance économique globale et une croissance de leur productivité agricole par travailleur beaucoup plus rapides que celles enregistrées par les pays clients de l'IDA qui n'ont pas emprunté pour investir dans leur agriculture. Même si ces résultats ne sont pas concluants, les données qui figurent dans le tableau suivant indiquent de

**Engagements annuels de l'IDA par sous-secteur, moyenne des exercices 1999–2003 et 2004–2008 (en millions de dollars)**



manière significative qu'emprunter de l'IDA peut améliorer la croissance agricole.

### Améliorer les résultats au moyen d'un dialogue stratégique.

Les investissements de l'IDA ont affiché une tendance globale à la hausse entre les exercices 1999 et 2008, évolution qui s'inscrit en parallèle à l'amélioration des crédits globaux à l'agriculture et de la qualité des interventions. Selon une évaluation du Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale, les résultats des projets clôturés de l'IDA dans ce secteur entre les exercices 2004 et 2008 (dont 82 % ont été jugés satisfaisants) marquent une amélioration soutenue par rapport à ceux des exercices 1999 à 2001 (où seuls 59 % des projets ont obtenu cette note).

Les inquiétudes croissantes relatives aux mauvaises performances des premiers projets agricoles dans les pays clients de l'IDA, combinées à une meilleure compréhension globale de l'importance de l'agriculture dans la croissance et la réduction de la pauvreté dans ces pays, ont fini par donner lieu à un cercle vertueux de dialogue stratégique et à l'amélioration des projets.

En 1997, les spécialistes du développement rural à la Banque mondiale ont contribué à la rédaction d'un document de stratégie sectorielle intitulé *Rural Development: From Vision to Action* (Développement rural : de la théorie à la pratique). Le dialogue stratégique a été poursuivi

auprès des pays en développement emprunteurs de la Banque mondiale dans toutes les régions avec l'adoption au cours de l'exercice 2002 de la stratégie de développement rural de la Banque mondiale intitulée *Reaching the Rural Poor* (Comment accroître l'impact sur les pauvres en milieu rural). Cette stratégie souligne la nécessité d'intégrer les leçons tirées des expériences passées, de déployer à plus grande échelle les projets couronnés de succès et d'améliorer le travail analytique effectué en amont ainsi que la qualité des projets au départ.

Plus récemment, *Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture pour le développement* (RDM 2008) a été endossé par les donateurs et, pour la première fois depuis les années 1980, a permis de renouveler un vaste consensus au sujet de l'importance de l'agriculture pour le développement. Le RDM 2008 souligne qu'il est nécessaire d'investir davantage dans l'agriculture et que ce secteur doit être placé au cœur du programme de développement pour atteindre l'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015. Au nombre des messages émergents se trouve la nécessité d'un plus grand soutien de la part des donateurs aux secteurs du développement rural et agricole, de partenariats stratégiques, d'une approche stratégique multisectorielle pour créer de l'emploi en milieu rural et d'une politique publique qui favorise un environnement favorable à l'initiative du marché.

### Croissance réelle du PIB<sup>1</sup> par habitant et croissance de la valeur agricole par travailleur dans les pays aidés par l'IDA qui ont contractés des prêts agricoles<sup>2</sup> et ceux qui n'en ont pas contractés ; 1993–1995 à 2003–2005 (en %, par année)

| Croissance   | Pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture<br>N=53 <sup>3</sup> | Pays IDA ne bénéficiant pas de crédits à l'agriculture<br>N=14 <sup>4</sup> |
|--|--|---|
| PIB global par habitant (en dollars constants de 2000) <sup>3</sup>                        | 2,2  | 1,9   |
| Valeur ajoutée à l'agriculture par travailleur (en dollars constants de 2000) <sup>4</sup> | 2,0  | 0,3   |

Source : Indicateurs de la Banque mondiale, 2007.

1. Taux de croissance annuelle cumulés entre les valeurs médianes des moyennes sur trois ans.
2. Comprend tous les pays où des projets IDA étaient en cours dans le secteur de l'agriculture pendant les périodes définies.
3. Données non disponibles pour 3 des 53 pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture et pour 2 des 14 pays IDA n'en bénéficiant pas.
4. Données non disponibles pour 7 des 53 pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture et pour 4 des 14 pays IDA n'en bénéficiant pas.

Sous la coordination du secrétaire général des Nations Unies, une approche stratégique et coordonnée est en cours d'adoption avec les partenaires pour faire face à la crise alimentaire qui constitue une grave menace à la sécurité alimentaire dans les pays en développement. En réponse à la crise, des ministres de plus de 150 pays qui se sont réunis en avril 2008 à Washington ont adopté la nouvelle entente sur la politique alimentaire mondiale proposée par la Banque mondiale. Cette nouvelle entente préconise des réponses à court, moyen et long termes, notamment : des filets de sécurité sociale tels que des programmes de repas scolaires, d'emploi et des transferts conditionnels d'argent ; une amélioration de la productivité agricole ; une meilleure compréhension de l'impact des biocarburants ; et des mesures sur le plan commercial pour réduire les subventions à effet de distorsion et les obstacles au commerce. Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) de la Banque mondiale a été lancé en 2008 et permet à la Banque mondiale d'intervenir rapidement et de manière flexible pour soutenir l'équipe spéciale de l'ONU chargée des questions sur la crise alimentaire mondiale (formée en avril 2008 à Bern) ainsi que le travail de livraison d'urgence de nourriture et d'opérations de secours dans les pays les plus touchés du Programme alimentaire mondial (PAM). La Banque mondiale a créé un mécanisme de financement rapide de 1,2 milliard de dollars et un fonds d'allocation spéciale multidonateurs qui accéléreront l'aide dans les pays qui en ont le plus besoin et qui sont pour la plupart des pays clients de l'IDA.

Parallèlement, les nouveaux défis tels que le changement climatique auront des répercussions importantes sur l'agriculture qui affecteront les plus pauvres de manière disproportionnée. Les risques plus élevés de mauvaises récoltes et de décès du bétail entraînent déjà des pertes économiques et nuisent à la sécurité alimentaire, et il est probable que ces risques s'accroîtront avec le réchauffement climatique. Il est urgent que des mesures d'adaptation soient adoptées pour réduire les effets négatifs du changement climatique ; ces mesures seront rendues possibles par une action internationale concertée et

une planification stratégique au niveau des pays. En tant que l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture offre un potentiel inexploité pour réduire les émissions en diminuant la déforestation et en modifiant l'utilisation des terres et des pratiques agricoles. Le Groupe de la Banque mondiale prépare actuellement un Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement (SFCCD) qui indiquera la meilleure façon d'intégrer la question du changement climatique dans d'autres défis liés au développement. Reflétant la nature multisectorielle et multidimensionnelle de ce défi, le SFCCD proposera des activités dans bon nombre de secteurs y compris celui de l'agriculture.

### **Une approche globale et à long terme.**

L'avantage comparatif sans pareil de l'IDA réside dans sa capacité à renforcer son soutien financier par d'autres mécanismes conçus pour promouvoir la conception stratégique, le renforcement des capacités, le développement inclusif et la coordination des investissements et des activités de réformes des politiques dans les pays clients. Les prêts à l'appui des politiques de développement de l'IDA dans le domaine de l'agriculture ont presque doublé suite à l'adoption d'une nouvelle stratégie rurale (passant d'une moyenne annuelle de 82 millions de dollars pour les exercices 1999-2003 à 187 millions de dollars par an pour les exercices 2004-2008). Les projets d'appui aux politiques de développement fournissent généralement une aide financière rapide pour soutenir un vaste éventail de résultats de développement qui nécessitent la présence sous-jacente de politiques et d'activités institutionnelles à moyen terme. C'est particulièrement vrai dans le cas des petits exploitants agricoles où de multiples interventions doivent avoir lieu l'une après l'autre pour permettre aux agriculteurs de produire plus et de vendre sur des marchés agricoles en pleine expansion, mais plus exigeants.

**Une approche plurisectorielle.** À titre d'exemple, les travaux sectoriels portant sur les Moteurs de la croissance rurale au Nicaragua ont ainsi démontré qu'il est indispensable d'améliorer les routes rurales pour relier les exploitations agricoles aux marchés, et que des services éducatifs et sanitaires

## Projets performants en Afrique

Plusieurs opérations de la Banque mondiale financées par l'IDA dans le domaine de l'agriculture ont été couronnées de succès. Les trois projets africains achevés suivants en constituent des exemples.

Le **Projet de consolidation de l'Office du Niger (Mali)** a aidé le gouvernement à réorganiser l'organisme responsable de l'irrigation (l'Office du Niger), à remettre en état et à moderniser les structures d'irrigation et à réformer la politique agricole (libéralisation du marché rizicole et régime foncier). Grâce à ces réformes, la libéralisation des échanges et des marchés du riz a été menée à terme et confirmée. L'Office du Niger a été restructuré et a retrouvé sa santé financière. La baisse des coûts de mouture a permis au gouvernement d'économiser 1,6 million de dollars par an, et a diminué de 6 millions de dollars par an les coûts pour les agriculteurs et consommateurs. Le taux de recouvrement des redevances d'eau est passé de 60 % à 97 %, et le produit de ces redevances a de plus été conservé là où il avait été perçu, la moitié au moins de ces ressources étant affectée aux dépenses d'entretien. Les rendements agricoles ont augmenté, passant de 1,8 à 5,5 tonnes par hectare, et le revenu réel par habitant a progressé de 70 dollars par an dans la zone du projet. Ces résultats probants ont incité d'autres bailleurs de fonds à financer d'autres périmètres par tranches successives, de sorte que l'apport de fonds initial de l'IDA a fini par mobiliser 250 % d'investissements additionnels de la part des autres donateurs.

Le **Projet d'aide au programme national de recherche et de vulgarisation agricoles du Cameroun** a renforcé les organisations de producteurs et amélioré les services de crédit et de commercialisation ainsi que les prix des ressources nécessaires à la production alimentaire, les prestataires de services financiers et le secteur privé. Il a créé un réseau de 58 699 groupes de contact représentant au moins 50 % des familles d'agriculteurs (contre 15 % avant le projet) pour nouer des relations avec le système de recherche et de vulgarisation agricoles. De ce fait, la productivité de nombreuses cultures principales a augmenté : le rendement du maïs est ainsi passé de 1,3 tonne par hectare à 2,9 tonnes par hectare ; celui du manioc de 3 tonnes par hectare à 13 tonnes par hectare. L'évaluation au niveau des bénéficiaires a révélé que, dans les zones couvertes par le projet, 93 % des femmes avaient reçu une aide du projet. Environ 40 % des sous-projets ont été établis en fonction de leurs besoins, soit un pourcentage supérieur aux 30 % prévus dans la phase de planification.

En **Mauritanie**, le **Projet de gestion des ressources naturelles dans les zones de cultures pluviales** a reboisé et protégé les terres communes, diminué de 30 % les pertes de production des cultures locales, et augmenté le rendement du sorgho (la culture pluviale prédominante) grâce à des investissements dans la conservation des sols et des ressources en eau comme l'ensemencement des zones de reboisement par voie aérienne et la remise en état et la protection des barrages de rétention. L'analyse d'impact a indiqué qu'à l'issue du projet, les rendements s'établissaient en moyenne à 800 kilos par hectare alors que sans lui, ils auraient été de 100 kilos par hectare. Des circonstances plus favorables à la culture durable de la gomme arabique ont sensiblement freiné l'exode de la main-d'œuvre masculine dans certains villages. Grâce à certains sous-projets, les femmes ont bénéficié de sources d'approvisionnement en eau plus proches et ont pu dégager des revenus de leurs jardins potagers et de la vente de leurs produits sur le marché.

sont nécessaires, pas seulement pour accroître directement le bien-être des populations, mais aussi pour augmenter la productivité agricole et assurer la mobilité de la main-d'œuvre. Au Bangladesh, des études ont conclu que certains projets d'amélioration des routes avaient entraîné une hausse de 27 % des salaires agricoles et de 11 % de la consommation par habitant. L'expérience que l'IDA a acquise dans de nombreux domaines, dans des environnements naturels très divers et souvent difficiles, lui donne des moyens inégalés de favoriser les synergies intersectorielles.

**Une vision à long terme.** En 2008, l'IDA qui possède une capacité de financement pluriannuelle demeure l'un des plus importants fournisseurs de

ressources pour le développement agricole. Elle est en outre soutenue par une solide capacité institutionnelle qui lui permet de dégager des enseignements de ses expériences, d'assurer des opérations de suivi et d'évaluation, de conduire des analyses de politique sectorielle et d'offrir une assistance technique dans l'ensemble du monde en développement. Elle est donc particulièrement bien placée pour promouvoir le dialogue sur une stratégie de développement à plus long terme et pour inciter les divers intervenants et bailleurs de fonds à coordonner leurs programmes de développement et leurs stratégies d'assistance.

Comme les pays emprunteurs de l'IDA sont très tributaires de leurs ressources naturelles pour leur

développement, l'établissement de stratégies de développement rural homogènes intégrant de multiples secteurs permet à l'IDA de faire en sorte que l'utilisation cumulée des ressources naturelles par ces différents secteurs – et l'impact qu'ils ont chacun sur ces ressources – soit à la fois socialement et écologiquement viable.

**Retombées d'ampleur nationale.** L'une des quatre lignes de force de la stratégie intitulée *Reaching the Rural Poor* (Comment accroître l'impact sur les pauvres en milieu rural) est d'appuyer l'élaboration de stratégies nationales de développement rural (NRDS) de manière à ce qu'elles influencent les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et les stratégies d'aide-pays (CAS) dans les pays IDA. Les stratégies nationales de développement rural constituent ainsi un lien essentiel entre la stratégie de développement rural de la Banque mondiale et les programmes nationaux. Depuis l'adoption de *Reaching the Rural Poor* en 2002, 36 pays clients de l'IDA ont mis leur propre stratégie au point en s'appuyant, directement ou indirectement, sur des travaux analytiques de premier plan.

#### Partenariat mondial.

L'harmonisation de l'action menée par divers donateurs pour le développement rural dans les pays du monde les plus pauvres est notamment favorisée par la Plateforme mondiale des donateurs pour le développement rural, qui bénéficie du soutien de la Banque mondiale et mène actuellement, dans le droit fil de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, des essais pilotes en la matière dans quatre pays : le Burkina Faso, le Cambodge, le Nicaragua et la Tanzanie. La Banque mondiale contribue également à la défense et à la protection des biens publics mondiaux en finançant le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et en travaillant de concert avec celui-ci.

Les efforts des pays en développement pour vendre leurs produits agricoles sur les marchés internationaux sont soutenus par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) qui a été créé avec l'aide de la Banque mondiale et qui est abrité par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En

### Stratégies nationales de développement rural (NRDS) achevées dans les pays IDA — Exercices 2002–2008

|                                      |   |
|--------------------------------------|---|
| Afrique                              | Bénin, Lesotho, Niger, Nigeria, Sierra Leone, Tanzanie, Ouganda, Togo, Madagascar, Cameroun, Mozambique, Zambie, Éthiopie, République démocratique du Congo, Zimbabwe*, Angola, Liberia |
| Asie de l'Est et région du Pacifique | Mongolie, Viet Nam, Papouasie-Nouvelle-Guinée*, Cambodge, Îles Salomon  |
| Europe et Asie centrale              | Albanie*, Moldavie, Ouzbékistan*, République kirghize, Serbie*  |
| Amérique latine et Caraïbes          | Bolivie*, Nicaragua, Haïti  |
| Moyen-Orient et Afrique du Nord      | Yémen   |
| Asie du Sud                          | Sri Lanka, Népal, Inde*, Bangladesh   |

Source : Banque mondiale, Service Agriculture et développement rural.

\* Indique les pays dits « à financement mixte », qui reçoivent des prêts de la BIRD et des crédits de l'IDA.

réponse à la crise mondiale des pêches marines, la Banque mondiale, des donateurs clés et les parties intéressées ont mis au point le Programme mondial pour la pêche (PROFISH) qui vise à améliorer les moyens de subsistance viable dans le secteur de la pêche et à réaliser les objectifs fixés lors du Sommet mondial sur le développement durable (WSSD). Dans le secteur forestier, la Banque mondiale travaille à renforcer la coordination des activités de partenariat, de manière à accroître leur financement et à améliorer leur gouvernance ainsi que leurs retombées positives sur les activités du secteur forestier. Enfin, le programme de coopération de la Banque mondiale et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) joue un rôle important dans la promotion du développement agricole dans les pays clients de l'IDA en fournissant du soutien technique pour les opérations d'investissement et en mettant à disposition ses connaissances et expériences, notamment par le biais d'une

## Les projets environnementaux produisent des résultats dans le secteur de l'agriculture

En Tanzanie, le **Projet de gestion des bassins fluviaux et d'amélioration de la petite irrigation** s'est employé à résoudre les problèmes écologiques associés à l'eau au plan national, et s'est focalisé tout particulièrement sur les deux principaux bassins fluviaux. Il s'est efforcé, au travers de 15 programmes d'irrigation, d'améliorer l'accès à l'eau des petits exploitants agricoles à faible revenu et l'usage qu'ils en font grâce à une meilleure gestion des ressources hydriques, à des infrastructures de plus grande qualité, et une plus grande participation des parties intéressées à la gestion de l'eau. Parmi les résultats clés du projet, les rendements agricoles ont doublé et les revenus des ménages ont triplé pour plus de 5 000 familles. Au total, 1 674 agriculteurs ont été formés à l'utilisation du système de gestion des eaux, aux techniques de production agricole, à l'agro-industrie, à la gestion financière et aux techniques de direction. Le rendement agricole moyen du riz a plus que doublé dans les zones du projet.

Au Sénégal, le **Projet de gestion durable des combustibles ligneux** a adopté une stratégie intégrée couvrant à la fois l'offre et la demande ; il a démontré qu'il est possible, tout en arrêtant la déforestation, de stabiliser la production et la commercialisation des combustibles traditionnels issus de la biomasse, ce qui concourt à la protection de l'environnement et à l'augmentation des revenus des villageois. À la clôture du projet en 2004, plus de 20 % des combustibles ligneux consommés au Sénégal provenaient de forêts gérées de manière durable. Cette proportion est aujourd'hui passée à 50 %, grâce à la mise en œuvre d'un programme d'abattage durable de bois vert avec rotation sur huit ans.

Dans le cadre de l'un des plus vastes programmes de lutte contre l'érosion jamais entrepris dans le monde, deux projets se sont efforcés de remédier à la forte dégradation du **plateau de Loess**, en Chine, pour refaire de cette région défavorisée une zone de production agricole durable. Plus de 2,5 millions d'habitants dans quatre provinces les plus pauvres du pays sont sortis de la pauvreté. L'instauration de pratiques agricoles viables a permis de doubler les revenus des agriculteurs, de diversifier les emplois et de régénérer l'environnement. Le projet a également permis de protéger les ressources naturelles et de sécuriser l'approvisionnement alimentaire. De plus, le projet a contribué de manière significative au secteur agricole et même pendant l'exécution du projet, l'équilibre écologique a été restauré dans une vaste zone considérée comme sans espoir.

initiative visant à intégrer l'égalité des sexes dans les projets agricoles.

### Enseignements dégagés.

La Banque mondiale a déployé des efforts considérables pour tirer des leçons de ses stratégies antérieures et en tenir compte dans ses opérations actuelles.

Le RDM 2008 a conclu que l'agriculture est essentielle pour la croissance dans son ensemble, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans les pays vivant principalement de l'agriculture,<sup>1</sup> qui se trouvent pour la plupart en Afrique subsaharienne. Les recommandations de ce rapport comprennent :

- Accroître la compétitivité des petits exploitants agricoles dans les zones à potentiel moyen et élevé où le rendement du capital investi est le plus élevé et améliorer les moyens de

1. Les pays vivant de l'agriculture sont définis comme des pays où une part élevée de la croissance découle de l'agriculture et où la pauvreté est concentrée dans les milieux ruraux. Certains pays qui ne sont pas inclus dans cette catégorie comptent des régions qui peuvent aussi être classées comme vivant de l'agriculture.

### Le GCRAI

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) est une alliance stratégique de pays, d'organisations internationales et régionales et de fondations privées qui soutiennent des centres agricoles internationaux travaillant avec les systèmes nationaux de recherche agricole, le secteur privé et les organisations de la société civile. L'alliance fait la promotion de la recherche scientifique et d'activités connexes dans les domaines de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, des politiques et de l'environnement dans le but d'assurer une sécurité alimentaire durable et de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

- subsistance, la sécurité alimentaire et la résilience environnementale dans les zones éloignées et à risque ;
- Une approche multisectorielle est nécessaire pour tirer parti des synergies entre les technologies de pointe, une gestion durable des sols et de l'eau, le soutien institutionnel et le développement du capital humain qui sont tous liés au développement du marché ;
- Il est préférable que la prise de décisions relatives à un bon nombre d'actions soit décentralisée de manière à ce qu'elles soient adaptées aux conditions hétérogènes locales.

Cependant, d'autres décisions doivent être coordonnées à l'échelle de plusieurs pays pour permettre l'existence d'un marché plus vaste et pour réaliser des économies d'échelle dans des domaines tels que la recherche et le développement.

Le renforcement de la qualité et de l'impact de ses opérations a permis à la Banque d'établir des plans d'amélioration du portefeuille de crédits au développement rural régional, de nommer des gestionnaires de portefeuille, de mettre l'accent sur le respect des délais impartis, de conduire des examens plus approfondis des rapports d'activité et d'achèvement des projets, et d'augmenter le nombre de sessions de formation (équivalant à des stages) au renforcement de la qualité, dans le but d'aider les services à améliorer la conception et l'élaboration technique des projets agricoles et ruraux. Ces stages puisent dans l'expérience et l'expertise dégagées des diverses opérations financées par l'IDA et s'inspirent aussi, depuis quelques temps, de l'expertise extérieure.

## PERSPECTIVES D'AVENIR

### La croissance induite par l'agriculture demeure déterminante pour les pays IDA.

Tel que l'explique en détail le *RDM 2008*, les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) ne pourront tout simplement pas être atteints dans la plupart des pays à faible revenu, surtout en Afrique, à moins d'une hausse majeure de la productivité agricole. Le *RDM 2008* présente

également une solide analyse de l'impact de la croissance agricole qui est de deux à quatre fois plus élevé que celui de la croissance non agricole sur les personnes les plus pauvres.

### Des évolutions structurelles à long terme sont en cours.

À l'heure où le secteur privé mobilise des ressources pour exploiter de nouveaux créneaux, des moyens doivent impérativement être trouvés pour que les pauvres des zones rurales figurent dans ces projets. Par ailleurs, les investissements du secteur public sont aujourd'hui moins élevés, et sont plus souvent acheminés par l'intermédiaire de groupes communautaires locaux que par celui des administrations centrales ou des États. Les investissements dans l'agriculture et la réduction de la pauvreté rurale sont de plus en plus liés à la microfinance, l'autonomisation des communautés et des partenariats public-privé pour le prix des ressources nécessaires à la production alimentaire, le marketing et la recherche.

### Les crédits de l'IDA s'adaptent à ces évolutions.

Au sein de la Banque, cette nouvelle approche des pays clients stimule la demande pour une assistance technique à forte intensité de compétences conjuguant l'accès aux moyens d'investissement, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités afin d'exploiter les nouveaux débouchés et d'affronter les risques naissants. Cette tendance se traduit par une demande croissante de crédits de l'IDA pour l'agriculture.

## Le développement agricole au bénéfice des pauvres

Les résultats antérieurs de ce processus d'apprentissage ont été récapitulés dans la stratégie rurale de la Banque mondiale parue en 2002 intitulée *Reaching the Rural Poor* (Comment accroître l'impact sur les pauvres en milieu rural), qui soulignait qu'une approche stratégique à un développement agricole bénéficiant aux pauvres doit :

- Tenir compte du fait que l'agriculture est déterminée par la politique économique globale autant qu'elle détermine cette dernière ;
- Investir dans l'amélioration de la productivité agricole par des moyens scientifiques ;
- Ajouter de la valeur en favorisant la diversification des produits de plus grande valeur pour lesquels la demande augmente rapidement ;
- Renoncer à la production de produits primaires pour ajouter de la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement ;
- Tirer parti des atouts divers de différentes catégories d'exploitations agricoles ;
- Mobiliser les forces de différents partenaires tels que le secteur privé, la société civile et les pouvoirs locaux.

## Enjeux urgents

- **Prix élevés des produits alimentaires.** La hausse rapide des prix des produits alimentaires constitue une menace pour la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Les prix mondiaux des céréales ont augmenté de manière progressive entre 2002 et mi-2007, puis ont grimpé plus rapidement à la fin de 2007. Une flambée des prix des céréales a ensuite eu lieu au début de 2008, ce qui a entraîné une hausse marquée des prix des denrées de première nécessité sur les marchés de bon nombre de pays en développement. Entre temps, les prix des entrants de la production alimentaire tels que le carburant et l'engrais ont triplé au cours de la période de 18 mois commençant en janvier 2007, nuisant à la rentabilité des petits exploitants agricoles. En raison de plusieurs facteurs combinés, les réserves mondiales de produits alimentaires ont atteint l'un de leur plus bas niveau jamais enregistré. Sans une réponse collective adéquate, la hausse mondiale des prix des produits alimentaires pourrait plonger 100 millions de personnes supplémentaires dans la pauvreté dans les pays à faible revenu. La flambée des prix a entraîné des révoltes dans près de 40 pays et pourrait annuler les récents progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de la malnutrition et, par conséquent, réduire la probabilité d'atteindre les objectifs de développement pour le Millénaire.
- La « **Révolution du bétail et de l'aquaculture** ». Les pays en développement, qui produisaient et consommaient 36 % de la viande mondiale au début des années 1980, en produisent et consomment plus de 60 % en 2008, ce qui a contribué à améliorer la subsistance des populations pauvres en milieu urbain et rural, mais aussi à créer d'immenses problèmes en matière d'environnement et de santé publique. L'aquaculture, qui affiche un taux de croissance annuelle de 10 % depuis le milieu des années 1980, représente désormais plus de 40 % de la consommation mondiale de poissons comestibles. Plus généralement, la demande de produits agricoles à valeur élevée (élevage, pêche et horticulture) augmente bien plus rapidement que la population rurale des pays en développement. Les stratégies rurales faisant appel à une forte intensité de main-d'œuvre et susceptibles d'améliorer considérablement les moyens de subsistance des populations présentent donc un réel potentiel. Cela dit, les exigences en matière de sécurité et de qualité risquent également d'exclure les petits exploitants des secteurs où ils ont de tout temps joué un rôle dominant, à moins que des interventions ciblées ne les aident à respecter les nouvelles normes en vigueur sur les marchés en expansion.
- **Maladies nouvelles.** La grippe aviaire n'est pas la première zoonose à menacer la santé humaine et les économies nationales, et elle ne sera pas la dernière. Régulièrement, une nouvelle maladie associée à l'élevage — le virus Nipah, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et la grippe aviaire hautement pathogène (GAHP) — menace la population humaine mondiale. L'IDA est un partenaire clé de l'effort international de lutte contre la grippe aviaire. Elle travaille à renforcer les capacités institutionnelles des pays à coordonner, suivre et mettre en place des mesures appropriées pour contenir les menaces actuelles relatives aux maladies relayées par le bétail et pour en prévenir de nouvelles.
- **Les biocarburants** offrent peut-être de nouveaux débouchés économiques aux pays IDA, mais ils présentent aussi des défis à l'exploitation durable des terres, de l'eau et des forêts, et aux échanges commerciaux. L'adoption de politiques et d'investissements rentables en matière de biocarburants passera par une stratégie clairement définie et par l'intégration des enseignements dégagés de l'expérience.
- **Les biotechnologies** permettent également d'espérer une hausse de la productivité agricole et une atténuation des impacts écologiques dans le cadre de systèmes intensifs et d'environnements difficiles (sécheresse, animaux nuisibles) ; elles s'avèrent prometteuses pour la biofortification des cultures vivrières de base en vue de satisfaire aux besoins nutritionnels des populations. Elles réclament cependant des systèmes solides de suivi de la biosécurité et des produits pour assurer la conformité aux normes de sécurité en vigueur sur les différents marchés agricoles.
- Les subventions au **commerce** des produits agricoles continueront de définir l'ordre du jour de l'OMC et des autres instances de commerce. La Banque mondiale aidera les pays à mieux gérer les négociations commerciales et à se conformer aux normes sanitaires et phytosanitaires fixées par les pays importateurs.
- Il est urgent d'intégrer la notion **d'égalité entre les sexes** dans l'agriculture pour améliorer les résultats en matière de développement et les retombées des opérations agricoles.
- Le travail dans le domaine de l'adaptation au **changement climatique** ne saurait se limiter à l'énergie propre. Une agriculture intensive (par opposition à l'agriculture « extensive ») optimisant l'utilisation de ressources limitées en terres et en eau grâce aux progrès accomplis sur le plan des technologies, des politiques, des institutions et de la gestion permettra aux agriculteurs des pays en développement de maintenir leur productivité face à la variabilité du climat. Des mécanismes innovants de gestion des risques, comme les assurances contre les risques climatiques, leur permettront de conserver leurs moyens de subsistance dans les mêmes conditions.
- Pour mettre un terme à l'épuisement des **ressources naturelles** — terres, eau, forêts et pêche maritime — l'IDA s'emploiera à améliorer leur gestion et à développer des instruments novateurs, comme le paiement des services environnementaux et les produits des transactions sur les réductions d'émission.

L'agriculture demeurant essentielle à la subsistance des populations rurales pauvres, la poursuite de la mondialisation et de l'intégration économique présente à la fois des avantages et des défis. Les premiers tiennent à la nouvelle structure de la demande et aux débouchés commerciaux créés par la diversification alimentaire dans les villes en pleine expansion des pays en développement et par l'essor des nouveaux marchés d'exportation pour le poisson, la viande, les fruits, les légumes, les plantes ornementales ou les fleurs coupées. Les seconds dérivent de la quantité croissante de normes en matière de sécurité alimentaire, de sécurité biotechnologique et de droits de propriété intellectuelle, de même que des normes sanitaires, de qualité et de fiabilité à respecter pour rivaliser sur les segments en pleine expansion des marchés des pays en développement.

La hausse rapide des prix des produits alimentaires constitue également une menace importante dans les pays en développement qui ont immédiatement besoin de l'aide internationale pour atténuer les retombées sur les pauvres et les personnes vulnérables.

Les projets agricoles récemment approuvés par l'IDA reflètent dans l'ensemble la stratégie rurale de la Banque mondiale. Cette stratégie vise à faire de la production agricole améliorée le moteur de la croissance et de la diversification économiques tout au long des chaînes d'approvisionnement du secteur privé dans le contexte des réformes des politiques et réglementations, du développement de l'infrastructure, de la consolidation des institutions et du renforcement des compétences au sein du secteur public. On citera par exemple le projet d'appui au développement agricole en Zambie et le Projet de diversification agricole au Burkina Faso. Par ailleurs, la Banque a édicté de

nouvelles stratégies en matière de gestion des ressources naturelles, par exemple la stratégie forestière adoptée en 2004 intitulée *Sustaining Forests*. Celle-ci privilégie des projets qui satisfont à la demande croissante de produits forestiers tropicaux en proposant des pratiques viables au plan écologique et des stratégies de subsistance intégrées pour les populations défavorisées tributaires des forêts. De nouveaux projets devront également être élaborés pour remédier aux enjeux urgents que font naître les possibilités et les risques nouveaux auxquels l'agriculture est confrontée dans les pays clients de l'IDA.

L'IDA, en sa qualité de partenaire du développement, doit continuer d'investir dans les biens collectifs internationaux qui contribuent à l'amélioration de la production agricole, notamment à la hausse de la productivité et à une gestion plus avisée de l'exploitation des ressources naturelles au profit de l'ensemble de la population. Outre la gestion de la production et des ressources, il est indispensable d'aider les clients à accéder aux marchés. Pour accroître la participation au développement rapide de l'agriculture et des chaînes de valeur associées aux ressources naturelles, il convient de rendre à la fois les populations défavorisées et les pays pauvres mieux à même de respecter des normes toujours plus rigoureuses en matière de fiabilité, de qualité et de sécurité biologique, sanitaire ou phytosanitaire et alimentaire, et de se doter des institutions qui leur permettront de se voir ainsi reconnus par le marché, ce qui se traduira pour eux par des prix et des volumes de vente plus élevés.

Juillet 2008

<http://www.banquemondiale.org/ida>